

Le Ghanéen [Kofi Annan](#), ancien secrétaire général des Nations unies, est président du conseil de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA).

Quelles sont les perspectives de l'agriculture africaine ?

La croissance démographique impose de produire plus de nourriture. Mais il faut avant tout changer d'état d'esprit : il ne s'agit pas seulement d'assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique, mais aussi de pouvoir exporter. Le secteur privé a un rôle important à jouer : il faut pouvoir fournir aux paysans des semences améliorées, transformer les produits pour les amener sur le marché, être capable de les stocker durablement. L'essentiel est que les paysans puissent satisfaire leurs propres besoins, et vendre leurs surplus sur le marché.

Mais près de 300 millions d'Africains ne mangent pas à leur faim. Quelle est la solution ?

Au Mali, des chercheurs ont mis au point un sorgho donnant quatre tonnes par hectare au lieu d'une. Le gouvernement est totalement engagé pour transformer l'agriculture du pays. Il existe un réseau de 150 magasins fournissant des semences, des engrais et les outils agricoles, évitant ainsi aux paysans de parcourir de longues distances pour s'approvisionner. Je pense que cette combinaison de recherche, de volonté politique et de bonne organisation du marché va se généraliser. On va aussi développer l'irrigation.

Si l'on agit sur tous ces facteurs, il n'y a pas de raison qu'une révolution verte ne se produise pas en Afrique. Mais une condition essentielle est la volonté politique. Cela commence à se produire : onze gouvernements africains investissent 10 % ou plus de leur budget dans l'agriculture.

Ils ne sont pas très nombreux...

Cela va se généraliser. Beaucoup d'Africains se rendent compte qu'il ne s'agit pas seulement d'assurer la sécurité alimentaire, mais aussi de créer des emplois et de limiter l'exode rural. La responsabilité de cette situation incombe aussi à la Banque mondiale, qui n'a pas investi dans l'agriculture pendant vingt ans. Cela a commencé à changer depuis deux ans.

Une protection douanière est-elle nécessaire pour soutenir les petits paysans africains ?

En Europe et aux Etats-Unis, les agriculteurs sont largement subventionnés par les gouvernements. Il devrait en aller de même en Afrique. Je pense que le protectionnisme, par principe, pervertit le marché et crée des problèmes. Mais pour aider les paysans africains, certaines mesures peuvent être nécessaires.

Que pensez-vous des organismes génétiquement modifiés ?

A l'AGRA, nous utilisons les méthodes conventionnelles d'amélioration des plantes. L'adoption des OGM relève du choix des pays. En Europe, ils ne sont généralement pas acceptés. Il en va de même en Afrique.

L'Afrique va-t-elle pouvoir surmonter l'épreuve du changement climatique ?

Au Mali, j'ai été très étonné de la connaissance qu'ont les paysans du changement climatique. J'ai réalisé qu'ils le ressentent déjà et commencent à s'y adapter. Mais il faut que les économistes et les chercheurs travaillent vraiment avec eux, sinon nous ne réussons pas à transformer l'agriculture africaine.